

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Saint-Aubert | 17055 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), , suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Aubert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Municipalité de Saint-Aubert (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la municipalité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, à l'exception du partenariat qui a comptabilisé un passif au titre d'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations concernant ses activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Saint-Jean-Port-Joli, le 26 septembre 2024
CPA auditrice, permis de comptabilité publique A129970

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	2 682 968	2 615 566
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 646	9 420
Quotes-parts	3		
Transferts	4	4 031 283	548 041
Services rendus	5	139 906	187 077
Imposition de droits	6	61 243	105 399
Amendes et pénalités	7	2 830	11 601
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	11 547	18 425
Autres revenus	10	22 227	6 341
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	6 960 650	3 501 870
Charges			
Administration générale	14	902 502	779 485
Sécurité publique	15	339 854	328 882
Transport	16	1 244 366	919 873
Hygiène du milieu	17	826 660	863 386
Santé et bien-être	18	2 581	8 766
Aménagement, urbanisme et développement	19	131 148	135 271
Loisirs et culture	20	221 920	216 071
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	49 736	47 068
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	3 718 767	3 298 802
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 241 883	203 068
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	7 489 977	7 414 657
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		(127 748)
Solde redressé	28	7 489 977	7 286 909
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	10 731 860	7 489 977

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	185 590	835 827
Débiteurs (note 5)	2	5 240 341	1 340 252
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	5 425 931	2 176 079
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 679 374	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	713 610	611 601
Revenus reportés (note 11)	12	119 135	69 867
Dette à long terme (note 12)	13	1 343 051	1 425 565
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	94 005	78 882
	16	6 949 175	2 185 915
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 523 244)	(9 836)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	11 879 684	7 302 647
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	275 396	79 132
Stocks de fournitures	20	62 785	84 511
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	37 239	33 523
	23	12 255 104	7 499 813
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	10 731 860	7 489 977
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	10 731 860	7 489 977
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	10 731 860	7 489 977

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations	
		2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 241 883	203 068
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	5 111 731)(	1 010 934)
Produit de cession	3	56 517	2 000
Amortissement	4	498 391	453 575
(Gain) perte sur cession	5	(20 214)	4 299
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(4 577 037)	(551 060)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	(196 264)	(79 132)
Variation des stocks de fournitures	10	21 726	(20 996)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(3 716)	(4 007)
	13	(178 254)	(104 135)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 513 408)	(452 127)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(9 836)	570 039
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		(127 748)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(9 836)	442 291
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(1 523 244)	(9 836)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 241 883	203 068
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	498 391	453 575
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession immobilisations	3.1	(20 214)	4 299
▪ Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	3.2	(4 442)	1 078
	4	3 715 618	662 020
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 900 089)	(457 172)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(209 833)	237 214
Revenus reportés	8	49 268	15 567
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(73 764)	(79 132)
Stocks de fournitures	11	21 726	(20 996)
Autres actifs non financiers	12	(3 716)	(4 007)
	13	(400 790)	353 494
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	4 784 766)(	938 938)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	56 517	2 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	)	)
	18	(4 728 249)	(936 938)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		86 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	200 572)(	169 009)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 679 374	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	4 478 802	(83 009)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(650 237)	(666 453)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	835 827	1 502 280
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	835 827	1 502 280
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	185 590	835 827

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Aubert (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu du Code municipal du Québec depuis le 10 juin 1857.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles, 10,95 %.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la municipalité comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Taux

Infrastructures (a)	de 2,5 % à 10 %
Bâtiments	de 2,5 % à 3,33 %
Véhicules	de 5 % à 10 %
Machinerie, outillage et équipement divers	de 5 % à 14,29 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 33 %

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 13 ans.

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations : amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la municipalité devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la municipalité qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la municipalité devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

À l'exception du partenariat, la municipalité n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la municipalité a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état consolidé de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la municipalité avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la municipalité au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	185 590	835 827
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	185 590	835 827
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	185 590	835 827
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	185 590	835 827
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents de fonctionnement affectés, aux fonds réservés pour le fonds de roulement et pour les parcs et terrains de jeux et aux soldes disponibles de règlements d'emprunt fermés.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	148 879	85 316
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 985 231	1 024 066
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 038 091	101 206
Organismes municipaux	13	10 895	7 197
Autres			
▪ Divers à recevoir	14.1	53 006	114 667
▪ Intérêts débiteurs	14.2	4 239	7 800
	15	5 240 341	1 340 252
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 814 501	159 982
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	942 043	778 180
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	228 687	85 904
	27	3 985 231	1 024 066

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Des montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 476 112 \$, sont encaissables par versements annuels de 52 901 \$ plus intérêts au taux de 3,98 %, échéant en 2032.

6. Prêts

	2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
	35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 750 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (7,7 %, 6,95 % au 31 décembre 2022) et renouvelable annuellement.

La municipalité bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 5 109 590 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel plus 0,25 %, soit 7,45 %, au taux préférentiel plus 0,5 %, soit 7,7 % et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations d'investissement de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	155 126	291 692
Salaires et avantages sociaux	42	63 775	100 557
Dépôts et retenues de garantie	43		
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Dus au gouv. et org. municip.	45.1	27 543	79 103
▪ Intérêts courus sur dette LT	45.2	7 960	8 008
▪ Dû sur immobilisations et retenues	45.3	459 206	132 241
	46	713 610	611 601

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	77 702	38 200
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	5 600	5 600
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Subvention perçue d'avance	60.1	35 833	26 067
	61	119 135	69 867

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,23	4,95	2024	2028	62	1 155 197	1 324 130
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	2,85	2,85	2024	2024	67	13 542	16 514
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres			2024	2025	69	179 833	86 000
					70	1 348 572	1 426 644
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (	5 521)(	1 079)
					72	1 343 051	1 425 565

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		312 398		109 709	422 107
2025	74		108 064		83 666	191 730
2026	75		204 329			204 329
2027	76		98 006			98 006
2028	77		195 900			195 900
2029 et plus	78		236 500			236 500
	79		1 155 197		193 375	1 348 572
Intérêts et frais accessoires	80			(	)	(
	81		1 155 197		193 375	1 348 572

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancement dans l'année où ils surviennent.

Subséquent à la fin de l'exercice, la municipalité a renouvelé et contracté un nouvel emprunt de 1 346 500 \$ portant intérêts au taux de 4,62 % et échéant en 2029.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	22 312
Régimes de retraite des élus municipaux	89	18 966
	90	22 312
		18 966

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	78 882
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	94 005
Autres	94.1	
	95	94 005
		78 882
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	78 882
Passifs réglés	98 (	7 284)(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	22 407
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	94 005

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la municipalité concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Principales hypothèses utilisées

-Sites d'enfouissement :

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation 4,15 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Période d'actualisation	13 ans
Taux d'inflation	3,40 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	0 an
Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture	13 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	2 787 062	2 562		2 789 624
Eaux usées	103	2 641 429			2 641 429
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	5 614 619	1 597 548		7 212 167
Autres					
▪ Autres	105.1	782 126	19 792		801 918
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	1 845 653	89 211		1 934 864
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 884 321	25 723	296 865	1 613 179
Ameublement et équipement de bureau	110	320 240	25 686		345 926
Machinerie, outillage et équipement divers	111	762 284	28 687		790 971
Terrains	112	1 030 801	6 320		1 037 121
Autres	113				
	114	17 668 535	1 795 529	296 865	19 167 199
Immobilisations en cours	115	296 252	3 316 202	29 517	3 582 937
	116	17 964 787	5 111 731	326 382	22 750 136
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	2 240 099	68 811		2 308 910
Eaux usées	118	1 586 979	18 290		1 605 269
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	2 666 122	171 385		2 837 507
Autres					
▪ Autres	120.1	838 482	77 307		915 789
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	927 913	51 716		979 629
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 498 551	54 177	290 079	1 262 649
Ameublement et équipement de bureau	125	293 753	24 806		318 559
Machinerie, outillage et équipement divers	126	610 241	31 899		642 140
Autres	127				
	128	10 662 140	498 391	290 079	10 870 452
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	7 302 647			11 879 684
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	275 396	79 132
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136	275 396	79 132
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	275 396	79 132

Note

Au cours de l'exercice, la municipalité a acquis des propriétés destinées à la revente d'une valeur de 122 500 \$ financées par emprunt à long terme. Ces opérations n'ont eu aucun effet sur la trésorerie.

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurances payées d'avance	144.1	29 481	27 669
Autres			
▪ Autres dépenses	145.1	7 758	5 854
	146	37 239	33 523

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, par résolution, à verser un montant total de 141 872 \$ pour du déneigement. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 60 393 \$ en 2024, 48 237 \$ en 2025 et 33 242 \$ en 2026.

Office municipal d'habitation de la municipalité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'Office régional d'habitation de L'Islet, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147,1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149,1		
	150		
	151		

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de l'Islet. Au 31 décembre 2023, il n'y a aucune dette à long terme dans la Municipalité régionale de comté de L'Islet.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute de renseignements nécessaires.

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comporte une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

25. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2023 et 2022. Toutefois, les actifs financiers en souffrance totalisent 162 675 \$ (99 100 \$ au 31 décembre 2022) et ont tous une échéance inférieure à un an.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	713 610 \$	- \$	- \$	- \$
Emprunts temporaires	4 679 374 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	445 459 \$	412 986 \$	300 263 \$	236 500 \$
Autres passifs financiers	- \$	- \$	- \$	- \$
Total	5 838 443 \$	412 986 \$	300 263 \$	236 500 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Flux de trésorerie

	2023	2022
Intérêts payés au cours de l'exercice	38 434 \$	42 111 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	15 109 \$	14 770 \$

27. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Événements postérieurs à la date du bilan

Subséquentement à la fin d'exercice, la municipalité a procédé à l'octroi de contrats pour travaux de voirie pour un montant approximatif de 657 369 \$.

29. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 615 566	2 774 501	2 682 968			2 682 968
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 420	8 257	8 646			8 646
Quotes-parts	3					13 687	
Transferts	4	344 856	1 617 872	345 159			345 159
Services rendus	5	172 405	125 988	124 785		15 121	139 906
Imposition de droits	6	105 399	53 684	61 243			61 243
Amendes et pénalités	7	11 601	8 500	2 830			2 830
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	17 809	13 500	10 206		1 341	11 547
Autres revenus	10	6 341	500	22 227			22 227
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 283 397	4 602 802	3 258 064		30 149	3 274 526
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	203 185		3 686 124			3 686 124
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	203 185		3 686 124			3 686 124
	22	3 486 582	4 602 802	6 944 188		30 149	6 960 650
Charges							
Administration générale	23	739 069	905 945	855 096	33 974	13 432	902 502
Sécurité publique	24	324 120	368 446	326 080	13 774		339 854
Transport	25	721 616	951 837	1 012 567	231 799		1 244 366
Hygiène du milieu	26	709 761	818 589	653 898	153 359	33 090	826 660
Santé et bien-être	27	8 766	29 901	2 581			2 581
Aménagement, urbanisme et développement	28	127 509	181 071	123 386	7 762		131 148
Loisirs et culture	29	159 002	223 143	166 349	55 571		221 920
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	46 569	42 452	49 509		227	49 736
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	451 389		496 239	496 239		
	34	3 287 801	3 521 384	3 685 705		46 749	3 718 767
Excédent (déficit) de l'exercice	35	198 781	1 081 418	3 258 483		(16 600)	3 241 883

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	198 781	1 081 418	3 258 483	(16 600)	3 241 883
Moins : revenus d'investissement	2	(203 185)	()	(3 686 124)	()	(3 686 124)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(4 404)	1 081 418	(427 641)	(16 600)	(444 241)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	451 389		496 239	2 152	498 391
Produit de cession	5	2 000		56 517		56 517
(Gain) perte sur cession	6	4 299		(20 214)		(20 214)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	457 688		532 542	2 152	534 694
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(166 743)	(160 509)	(198 238)	(2 332)	(200 570)
	18	(166 743)	(160 509)	(198 238)	(2 332)	(200 570)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(310 192)	(1 220 909)	(308 790)	(796)	(309 586)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	36 323				
Excédent de fonctionnement affecté	21	863 055	300 000	300 000	7 883	307 883
Réserves financières et fonds réservés	22					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				15 124	15 124
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	589 186	(920 909)	(8 790)	22 211	13 421
	26	880 131	(1 081 418)	325 514	22 031	347 545
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	875 727		(102 127)	5 431	(96 696)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	203 185	3 686 124		3 686 124
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	119 280)(	65 567)(	796)(	66 363)
Sécurité publique	3 (	146 716)(	3 081 358)(	)	3 081 358)
Transport	4 (	580 218)(	1 914 873)(	)	1 914 873)
Hygiène du milieu	5 (	110 676)(	26 050)(	)	26 050)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	)	)
Loisirs et culture	8 (	53 493)(	23 087)(	)	23 087)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	1 010 383)(	5 110 935)(	796)(	5 111 731)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	79 132)(	196 264)(	)	196 264)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)	)	)	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	86 000	122 500		122 500
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	310 192	308 790	796	309 586
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	278 740	24 147		24 147
Excédent de fonctionnement affecté	17	39 540	108 358		108 358
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	628 472	441 295	796	442 091
	20	(375 043)	(4 743 404)		(4 743 404)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(171 858)	(1 057 280)		(1 057 280)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2022	2023	
		Administration	Administration	Organismes	Total
		municipale	municipale	contrôlés et	consolidé ¹
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	801 073	156 606	28 984	185 590
Débiteurs (note 5)	2	1 338 534	5 234 824	5 517	5 240 341
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	2 139 607	5 391 430	34 501	5 425 931
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		4 679 374		4 679 374
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	605 132	706 655	6 955	713 610
Revenus reportés (note 11)	12	69 867	119 135		119 135
Dette à long terme (note 12)	13	1 413 235	1 333 054	9 997	1 343 051
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15			94 005	94 005
	16	2 088 234	6 838 218	110 957	6 949 175
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	51 373	(1 446 788)	(76 456)	(1 523 244)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	7 274 808	11 853 202	26 482	11 879 684
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	79 132	275 396		275 396
Stocks de fournitures	20	83 579	61 853	932	62 785
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	33 461	37 173	66	37 239
	23	7 470 980	12 227 624	27 480	12 255 104
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	653 465	52 986	9 463	62 449
Excédent de fonctionnement affecté	25	570 318	636 159	5 734	641 893
Réserves financières et fonds réservés	26	417 296	417 296		417 296
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	187 600) (	173 300) (	80 658) (	253 958)
Financement des investissements en cours	28	(58 352)	(1 115 628)		(1 115 628)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	6 127 226	10 963 323	16 485	10 979 808
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	7 522 353	10 780 836	(48 976)	10 731 860
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	930 942	819 695	836 357	832 466
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	174 763	171 152	174 735	167 516
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 954 151	1 776 228	1 800 353	1 438 643
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	33 941	38 158	38 385	42 287
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	8 511	11 351	11 351	4 781
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	293 804	293 018	279 331	264 735
Transferts	15				
Autres	16	48 062	51 034	51 034	63 779
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		496 239	498 391	453 575
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Subventions	21.1	77 210	28 830	28 830	31 020
	22	3 521 384	3 685 705	3 718 767	3 298 802

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	62 449	663 231
Excédent de fonctionnement affecté	2	641 893	578 201
Réserves financières et fonds réservés	3	417 296	417 296
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	253 958)(	253 134)
Financement des investissements en cours	5	(1 115 628)	(58 352)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	10 979 808	6 142 735
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 731 860	7 489 977
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	52 986	653 465
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	9 463	9 766
	11	62 449	663 231
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget	12.1	50 000	300 000
▪ Réductions budgétaires	12.2	424 199	
▪ Lit sec	12.3	126 500	126 500
▪ Loisirs	12.4	35 460	35 460
▪ Caserne	12.5		108 358
	13	636 159	570 318
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget	14.1	5 734	7 883
	15	5 734	7 883
	16	641 893	578 201

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	100 000	100 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Solde disponible des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	302 296	302 296
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	15 000	15 000
Autres			
▪	30.1		
	31	417 296	417 296
	32	417 296	417 296

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	65 534)
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	80 658)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(
Autres		
▪	44,1 (	)(
	45 (	80 658)(65 534)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(
Autres		
▪	50,1 (	)(
	51 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(
Autres		
▪ Autre financement	56,1 (	173 300)(187 600)
	57 (	173 300)(187 600)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62,1	
	63	
	64 (	253 958)(253 134)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 (	1 115 628)(	58 352)
	67	(1 115 628)	(58 352)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	11 879 684	7 302 647
Propriétés destinées à la revente	69	275 396	79 132
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	12 155 080	7 381 779
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	12 155 080	7 381 779
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	76 (	1 343 051)(	1 425 565)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	5 521)(	1 079)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	173 300	187 600
	81 (	1 175 272)(	1 239 044)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)(	)
	83 (	1 175 272)(	1 239 044)
	84	10 979 808	6 142 735

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29,1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
-	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice		
avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
REER collectif			
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	22 312	18 966
Autres régimes	115		
	116	22 312	18 966

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 168 079	2 134 880	2 134 880
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	16 634	21 109	24 851
	11	2 184 713	2 155 989	2 155 989
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	85 946	83 248	83 248
Égout	13	121 288	118 377	147 321
Traitement des eaux usées	14	107 465	51 657	51 657
Matières résiduelles	15	226 394	217 321	217 321
Autres				
▪ Sécurité incendie	16.1	41 188	41 132	41 132
▪ Déneigement	16.2	7 507	7 507	7 507
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 737	7 737
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	589 788	526 979	526 979
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	589 788	526 979	526 979
	27	2 774 501	2 682 968	2 682 968
				2 615 566

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	7 020	6 248	6 248
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	7 020	6 248	7 018
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	529	634	1 786
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	708	1 764	616
Taxes d'affaires	38			
	39	1 237	2 398	2 402
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	8 257	8 646	9 420

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47				
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie	49		5 238	5 238	
Sécurité civile	50				
Autres	51				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	52	308 943	236 214	236 214	215 381
Enlèvement de la neige	53				
Autres	54	11 000	11 000	11 000	10 000
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	55				
Transport adapté	56				
Transport scolaire	57				
Autres	58				
Transport aérien	59				
Transport par eau	60				
Autres	61				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62				
Réseau de distribution de l'eau potable	63	1 181 109	8 480	8 480	5 442
Traitement des eaux usées	64				
Réseaux d'égout	65				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	66	15 000	4 645	4 645	8 585
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	67				
Tri et conditionnement	68				
Autres	69				
Autres	70				
Cours d'eau	71				22 000
Protection de l'environnement	72				
Autres	73				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social 74				
Sécurité du revenu 75				
Autres 76				
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage 77				
Rénovation urbaine 78				
Promotion et développement économique 79				
Autres 80				
Loisirs et culture				
Activités récréatives 81	2 137	2 137	2 137	3 993
Activités culturelles				
Bibliothèques 82				
Autres 83				
Réseau d'électricité 84				
85	1 518 189	267 714	267 714	265 401

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86	4 500	4 500	
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88	2 292 128	2 292 128	149 044
Sécurité civile	89	16 500	16 500	
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	1 372 996	1 372 996	54 141
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	3 686 124	3 686 124	203 185

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	76 730	54 492	54 492
Fonds de développement des territoires	130			60 819
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	22 953	22 953	22 953
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	99 683	77 445	77 445
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 617 872	4 031 283	4 031 283
				548 041

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139		146	138
	140		146	138
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	12 092	15 688	15 688
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	12 092	15 688	15 688
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146	792	1 735	254
Enlèvement de la neige	147	11 200		
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151	11 992	1 735	1 735
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156		14 492	56 237
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			37 314
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160	29	29	
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	29	14 521	93 551

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	24 084	17 452	32 090
				104 459

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	5 691	3 675	3 675
	182	5 691	3 675	3 675
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195	1 347	3 165	3 165
	196	1 347	3 165	3 165
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199	70 638	75 910	75 910
Réseaux d'égout	200	4 572	4 439	4 439
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201		29	29
Matières recyclables	202		110	110
Autres	203	4 000	3 785	3 785
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	79 210	84 273	84 756
				68 096

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			50
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			50
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	15 546	16 200	16 200
Activités culturelles				9 891
Bibliothèques	218			
Autres	219	110	20	20
	220	15 656	16 220	16 220
Réseau d'électricité				
	221			
	222	101 904	107 333	107 816
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
	223	125 988	124 785	139 906
				187 077

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	9 134	10 810	8 820
Droits de mutation immobilière	225	44 550	50 433	96 579
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	53 684	61 243	105 399
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	8 500	2 830	11 601
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	13 500	10 206	18 425
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		20 214	(4 299)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	500	2 013	10 640
	242	500	22 227	6 341
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	113 567	89 769		89 769	90 300	86 055
Greffé et application de la loi	2	18 950	2 036		2 036	2 036	1 045
Gestion financière et administrative	3	661 626	664 882	33 974	698 856	711 757	618 997
Évaluation	4	64 997	62 655		62 655	62 655	60 013
Gestion du personnel	5	2 500	275		275	275	
Autres							
▪ Autres	6.1	44 305	35 479		35 479	35 479	13 375
	7	905 945	855 096	33 974	889 070	902 502	779 485
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	181 989	189 726		189 726	189 726	182 032
Sécurité incendie	9	183 162	135 480	13 774	149 254	149 254	146 601
Sécurité civile	10	2 770	874		874	874	249
Autres	11	525					
	12	368 446	326 080	13 774	339 854	339 854	328 882
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	540 654	618 929	185 392	804 321	804 321	552 830
Enlèvement de la neige	14	389 100	376 896	45 676	422 572	422 572	346 715
Éclairage des rues	15	16 453	16 742	731	17 473	17 473	16 100
Circulation et stationnement	16						
Transport collectif							
Transport en commun	17						
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20	5 630					4 228
	21	951 837	1 012 567	231 799	1 244 366	1 244 366	919 873

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	54 522	51 034	24 464	75 498	90 998
Réseau de distribution de l'eau potable	23	18 393	19 260	46 270	65 530	74 401
Traitement des eaux usées	24	169 843	149 820	58 384	208 204	222 916
Réseaux d'égout	25	47 992	57 533	16 056	73 589	51 372
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	189 148	125 673	70	112 056	94 328
Élimination	27	51 450	51 965		85 055	51 044
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	22 608	42 492		42 492	59 600
Tri et conditionnement	29	57 449	40 541		40 541	62 466
Matières organiques						
Collecte et transport	30					
Traitement	31					
Matériaux secs	32					
Autres	33					
Plan de gestion	34					
Autres	35					
Cours d'eau	36	57 442	37 996	5 986	43 982	61 505
Protection de l'environnement	37	149 742	77 584	2 129	79 713	94 756
Autres	38					
	39	818 589	653 898	153 359	826 660	863 386
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	24 681	2 581	2 581	2 581	8 766
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	5 220				
	43	29 901	2 581	2 581	2 581	8 766

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	158 180	108 380	3 633	112 013	112 013	106 113
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45	2 696	2 045		2 045	2 045	2 568
Autres biens	46	7 600	663		663	663	6 786
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	10 095	10 095	4 129	14 224	14 224	19 689
Tourisme	48	2 500	2 131		2 131	2 131	115
Autres	49		72		72	72	
Autres	50						
	51	181 071	123 386	7 762	131 148	131 148	135 271
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	94 112	67 523	16 180	83 703	83 703	75 534
Patinoires intérieures et extérieures	53	22 706	23 314	1 884	25 198	25 198	17 063
Piscines, plages et ports de plaisance	54	19 195	11 201	13 913	25 114	25 114	23 104
Parcs et terrains de jeux	55	46 151	30 440	18 479	48 919	48 919	56 567
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57						
Autres	58	12 800	4 966		4 966	4 966	11 309
	59	194 964	137 444	50 456	187 900	187 900	183 577
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61	23 179	23 905	5 115	29 020	29 020	28 494
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	5 000	5 000		5 000	5 000	4 000
	65	28 179	28 905	5 115	34 020	34 020	32 494
	66	223 143	166 349	55 571	221 920	221 920	216 071

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	33 941	38 158		38 385	42 082
Autres frais	69					205
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71	8 511	11 351		11 351	4 781
	72	42 452	49 509		49 736	47 068
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		496 239 (	496 239)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 562	2 562	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 578 117	1 578 117	197 153
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	19 792	19 792	79 718
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 108 834	3 109 630	139 498
Édifices communautaires et récréatifs	14			104 231
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	340 937	340 937	349 608
Ameublement et équipement de bureau	18	25 686	25 686	16 718
Machinerie, outillage et équipement divers	19	28 687	28 687	124 008
Terrains	20	6 320	6 320	
Autres	21			
	22	5 110 935	5 111 731	1 010 934

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	2 562	2 562	
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	1 597 909	1 597 909	276 871
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	3 510 464	3 511 260	734 063
	12	5 110 935	5 111 731	1 010 934

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	302 296			302 296
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 124 348	122 500	200 572	1 046 276
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 426 644	122 500	200 572	1 348 572
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	1 426 644	122 500	200 572	1 348 572
Dettes en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	1 426 644	122 500	200 572	1 348 572

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 338 575
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 115 628
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	302 296
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 151 907
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	9 997
Endettement net à long terme	14	2 161 904
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 161 904
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 161 904
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	12 790	12 790	12 790	13 254
Évaluation	2	60 447	60 447	60 447	57 890
Autres	3	84 108	84 108	84 108	82 666
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	17 988	17 988	17 988	19 780
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	63 457	62 670	48 983	35 019
Cours d'eau	13	6 633	6 634	6 634	2 202
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	38 286	38 286	38 286	38 364
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	10 095	10 095	10 095	15 560
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	293 804	293 018	279 331	264 735

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 053 659	1 010 383
Frais de financement	4	57 276	
Autres	5		
	6	5 110 935	1 010 383

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,71	35,00	5 212,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	25,00	1 200,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	5,45	35,00	10 017,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	8,79	40,00	10 711,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	16,00	2,00	1 430,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	33,95		28 570,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			43 178	3 223	46 401
	10	40,95			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	331 895	2 878 153	811 497	9 738	4 031 283
	7	331 895	2 878 153	811 497	9 738	4 031 283

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	11 351	4 781
	4	11 351	4 781
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	5 969	7 855
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	5 969	7 855
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 513	2 970
Enlèvement de la neige	11	4 038	4 399
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	5 551	7 369
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 559	6 129
Traitement des eaux usées	18	1 509	1 999
Réseaux d'égout	19	6 559	6 129
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	14 627	14 257
Santé et bien-être			
Logement social	27	5 452	6 178
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	5 452	6 178
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	6 559	6 129
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	6 559	6 129
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	49 509	46 569

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Ghislain Deschênes	1.1	Maire	14 432	6 877		
Corrine Lizotte	1.2	Conseiller	4 791	2 296		
Lucien Pelletier	1.3	Conseiller	4 791	2 296		
Pierre Dumas	1.4	Conseiller	4 791	2 296		
Mikael St-Pierre	1.5	Conseiller	4 791	2 296		
Lucie Turcotte	1.6	Conseiller	4 791	2 296		
François Diguer	1.7	Conseiller	4 791	2 296		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 100 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3^e paragraphe du 2^e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

26 ☒

27 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

28 ☒

29 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

30 ☒

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

32 ☒

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

34 ☒

35

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

36 ☒

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

38 ☒

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 ☒

41 _____ 30 699 \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 215 172 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 131 939 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 154 212 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

Systèmes de drainage

51 \$

Abords de routes

52 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 154 212 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 286 151 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 288-10-24

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-10-01

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

59 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

60 052-02-21

b) Date d'adoption de la résolution

61 2021-02-01

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire

62 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin

63 _____

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année

64 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique

65 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure

66 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves

67 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient

68 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité

69 218

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg

70 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

71 _____

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?

72 ☐ ☒

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2 ☐ ☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒ ☐

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 ☐ ☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5 ☐ ☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6 ☐ ☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 ☐ ☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8 ☐ ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 ☐ ☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2024-09-26 11:05 _____

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022 Administration municipale	Budget 2023 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2023 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	3 283 397	4 602 802	3 258 064	30 149	3 274 526
Investissement	2	203 185		3 686 124		3 686 124
	3	3 486 582	4 602 802	6 944 188	30 149	6 960 650
Charges						
	4	3 287 801	3 521 384	3 685 705	46 749	3 718 767
Excédent (déficit) de l'exercice	5	198 781	1 081 418	3 258 483	(16 600)	3 241 883
Moins : revenus d'investissement	6 (	203 185)(	) (	3 686 124)(	) (	3 686 124)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(4 404)	1 081 418	(427 641)	(16 600)	(444 241)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	451 389		496 239	2 152	498 391
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	166 743)(	160 509)(	198 238)(	2 332)(	200 570)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	310 192)(	1 220 909)(	308 790)(	796)(	309 586)
Excédent (déficit) accumulé	12	899 378	300 000	300 000	23 007	323 007
Autres éléments de conciliation	13	6 299		36 303		36 303
	14	880 131	(1 081 418)	325 514	22 031	347 545
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	875 727		(102 127)	5 431	(96 696)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	801 073	156 606	185 590	835 827
Débiteurs	2	1 338 534	5 234 824	5 240 341	1 340 252
Placements de portefeuille	3				
Autres	4				
	5	2 139 607	5 391 430	5 425 931	2 176 079
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	1 413 235	1 333 054	1 343 051	1 425 565
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8				
Autres	9	674 999	5 505 164	5 606 124	760 350
	10	2 088 234	6 838 218	6 949 175	2 185 915
Actifs financiers nets (dette nette)	11	51 373	(1 446 788)	(1 523 244)	(9 836)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	7 274 808	11 853 202	11 879 684	7 302 647
Autres	13	196 172	374 422	375 420	197 166
	14	7 470 980	12 227 624	12 255 104	7 499 813
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	653 465	52 986	62 449	663 231
Excédent de fonctionnement affecté	16	570 318	636 159	641 893	578 201
Réserves financières et fonds réservés	17	417 296	417 296	417 296	417 296
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	187 600)(	173 300)(	253 958)(	253 134)
Financement des investissements en cours	19	(58 352)	(1 115 628)	(1 115 628)	(58 352)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	6 127 226	10 963 323	10 979 808	6 142 735
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	7 522 353	10 780 836	10 731 860	7 489 977

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget	1.1	50 000	300 000
▪ Réductions budgétaires	1.2	424 199	
▪ Lit sec	1.3	126 500	126 500
▪ Loisirs	1.4	35 460	35 460
▪ Caserne	1.5		108 358
	2	636 159	570 318
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	5 734	7 883
	4	641 893	578 201
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	100 000	100 000
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	302 296	302 296
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	15 000	15 000
Autres			
▪	14.1		
	15	417 296	417 296
	16	1 059 189	995 497

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 151 907
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 161 904
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	302 296	302 296
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 046 276	1 124 348
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	1 348 572	1 426 644

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	2 615 566	2 774 501	2 682 968	2 682 968
Compensations tenant lieu de taxes	13	9 420	8 257	8 646	8 646
Quotes-parts	14				
Transferts	15	344 856	1 617 872	345 159	345 159
Services rendus	16	172 405	125 988	124 785	139 906
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	117 000	62 184	64 073	64 073
Autres	18	24 150	14 000	32 433	33 774
	19	3 283 397	4 602 802	3 258 064	3 274 526
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	203 185		3 686 124	3 686 124
Autres	23				
	24	203 185		3 686 124	3 686 124
	25	3 486 582	4 602 802	6 944 188	6 960 650

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	905 945	855 096	33 974	889 070	902 502	779 485
Sécurité publique							
Police	2	181 989	189 726		189 726	189 726	182 032
Sécurité incendie	3	183 162	135 480	13 774	149 254	149 254	146 601
Autres	4	3 295	874		874	874	249
Transport							
Réseau routier	5	946 207	1 012 567	231 799	1 244 366	1 244 366	915 645
Transport collectif	6						
Autres	7	5 630					4 228
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	290 750	277 647	145 174	422 821	422 821	439 687
Matières résiduelles	9	320 655	260 671	70	260 741	280 144	267 438
Autres	10	207 184	115 580	8 115	123 695	123 695	156 261
Santé et bien-être	11	29 901	2 581		2 581	2 581	8 766
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	158 180	108 380	3 633	112 013	112 013	106 113
Promotion et développement économique	13	12 595	12 298	4 129	16 427	16 427	19 804
Autres	14	10 296	2 708		2 708	2 708	9 354
Loisirs et culture	15	223 143	166 349	55 571	221 920	221 920	216 071
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	42 452	49 509		49 509	49 736	47 068
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	3 521 384	3 189 466	496 239	3 685 705	3 718 767	3 298 802
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		496 239 (	496 239)			
	21	3 521 384	3 685 705		3 685 705	3 718 767	3 298 802

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	203 185	3 686 124		3 686 124
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 010 383)(	5 110 935)(	796)(	5 111 731)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	79 132)(	196 264)(	) (	196 264)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	86 000	122 500		122 500
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	310 192	308 790	796	309 586
Excédent accumulé	6	318 280	132 505		132 505
	7	(375 043)	(4 743 404)		(4 743 404)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(171 858)	(1 057 280)		(1 057 280)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14